Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 112° — Numero 250

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 4 ottobre 1971** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 21.030 - Semestrale L. 11.030 - Trimestrale L. 6.020 - Un fascicolo L. 100 - Fascicoli annate arretrate: L. 200 - Supplementi ordinari: L. 100 per ogni sedicesimo o frazione di esso.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 16.030 - Semestrale L. 9.020 Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli annate arretrate: L. 180.

I PREZZI di abbonamento sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra); BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/A e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Libreria dello Stato — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze, Genova e Bologna possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 1° giugno 1971, n. **797**.

Approvazione ed esecuzione dell'accordo tra l'Italia ed il Marocco sui trasporti aerei, concluso a Roma l'8 luglio 1967.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'accordo tra l'Italia ed il Marocco sui trasporti aerei, concluso a Roma l'8 luglio 1967.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 21 dell'accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 1° giugno 1971

SARAGAT

COLOMBO — MORO — PRETI — VIGLIANESI

Visto, *il Guardasigilli*: COLOMBO

Accord entre l'Italie et le Maroc relatif au transport aerien

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE

ET

LE GOUVERNEMENT DE S. M. LE ROI DU MAROC

désireux de favoriser le développement des transports aériens entre l'Italie et le Maroc et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, la coopération internationale dans ce domaine.

Désireux d'appliquer à ces transports les principes et les dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago, le 7 décembre 1944, ci-après désignée « la Convention ».

Ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

Le Gouvernement de la République Italienne: M. le Général Felice Santini Directeur de l'Aviation Civile

Le Gouvernement de S. M. le Roi du Maroc: M. Mekouar Mohamed Directeur de l'Air

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits spécifiés au présent Accord en vue de l'établissement des relations aériennes civiles internationales énumérées à l'Annexe ci-jointe.

Article 2

Pour l'application du présent Accord et à moins que le texte n'en dispose autrement:

a) Le terme « Convention » signifie la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944 y compris toutes les Annexes adoptées aux termes de l'Article 90 de la dite Convention et tous les amendements des Annexes ou de la Convention aux termes des Articles 90 et 94;

b) Le terme « Autorités Aéronautiques » signifie dans le cas du Maroc le Ministère des Travaux Publics et des Communications, Direction de l'Air, et dans le cas de l'Italie le « Ministero dei Trasporti e dell'Aviazione Civile, Ispettorato Generale dell'Aviazione Civile » et dans les deux cas, toute autre personne ou tout organisme habilités à assumer les fonctions actuellement exercées par eux;

c) Le terme « entreprise désignée » signifie toute entreprise de transport aérien que l'une des Parties Contractantes aura désignée par notification écrite à l'autre Partie Contractante, pour l'exploitation des services aériens sur les routes spécifiées dans la dite notification;

d) Les termes « territoire », « service aérien », « service aérien international » et « escale pour des raisons non commerciales » ont respectivement la signification qui leur est donnée aux articles 2 et 96 de la Convention.

Article 3

Afin d'éviter toute pratique discriminatoire et d'assurer une parfaite égalité de traitement, les Parties Contractantes conviennent que:

a) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, les provisions et les dotations normales de bord introduits dans le territoire d'une Partie Contractante pour l'usage exclusif des aéronefs de l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante employés dans l'exploitation des services agrées, sont exemptés des droits de douane et des autres charges fiscales, sous réserve de l'observation de la réglementation douanière normalement en vigueur sur le territoire de l'autre Partie Contractante;

b) Les aéronefs de l'entreprise désignée par une des Parties Contractantes employés dans l'exploitation des services agrées sont admis sur le territoire de l'autre Partie Contractante en exemption des droits de douane, des frais d'inspection et autres charges fiscales;

c) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les provisions de bord, les pièces de rechange et les dotations normales à bord des aéronefs de l'entreprise désignée par une des Parties Contractantes dans l'exploitation des services agrées, sont admis sur le territoire de l'autre Partie Contractante en exemption des droits de douane et autres charges fiscales, même lorsque ces produits sont consommés ou utilisés par les aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire. Ils ne peuvent être débarqués sans l'autorisation de l'autorité douanière de l'autre Partie Contractante.

d) Les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange et les dotations normales de bord, embarqués à bord des aéronefs de l'entreprise désignée par une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante, sont exemptés des droits de douane et autres charges fiscales, sous réserve de l'observation de la réglementation douanière en vigueur sur ledit territoire;

e) Les produits qui bénéficient des exemptions douanières et fiscales prévues aux paragraphes précédents ne peuvent être utilisés à des fins autres que celles de services de vol et doivent être réexportés au cas où ils ne sont pas employés.

Article 4

L'entreprise désignée par une Partie Contractante pourra maintenir son propre personnel technique et administratif indispensable sur les aéroports et dans les villes de l'autre Partie Contractante où elle a l'intention d'avoir sa propre représentation. Dans la mesure où une entreprise désignée renonce à avoir une organisation propre sur les aéroports de l'autre Partie Contractante, elle chargera, autant que possible, des travaux éventuels le personnel des aéroports ou celui de l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante.

Article 5

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des routes aériennes spécifiées à l'Annexe ci-jointe. Chaque Partie Contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valable, pour la circulation au-dessus de son propre territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre Partie Contractante, ou par tout autre Etat.

Article 6

a) Le lois et règlements de chaque Partie Contractante relatifs à l'entrée et la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation aérienne internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise de l'autre Partie Contractante.

b) Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises seront tenus de se conformer soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte, aux lois et règlements régissant, sur le territoire de chaque Partie Contractante, l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux douanes et à la quarantaine.

Article 7

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser à l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante l'autorisation ou de révoquer une telle autorisation lorsque, pour des motifs fondés, elle estime ne pas avoir la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de l'autre Partie Contractante ou de nationaux de cette dernière ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 6 ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Accord.

Chaque Partie Contractante ne fera usage de ce droit qu'après une consultation au sens de l'article 9 ci-dessous à moins qu'un arrêt immédiat de l'exploitation ou l'application immédiate de conditions restrictives ne soient nécessaires pour prévenir de nouvelles contraventions aux lois ou règlements.

Article 8

Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie Contractante son désir de dénoncer le présent Accord. Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. La dénonciation aura effet douze (12) mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période. Au cas où la Partie Contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, ladite notification serait tenue pour reçue quinze (15) jours après sa réception au siège de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Article 9

Chaque Partie Contractante pourra à tout moment demander une consultation entre les Autorités Aéronautiques compétentes des deux Parties Contractantes pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent Accord.

Cette consultation commencera au plus tard dans les soixante jours à compter du jour de réception de la demande.

Les modifications qu'il aurait été décidé d'apporter à cet Accord entreront en vigueur après confirmation par un échange de notes par voie diplomatique.

Article 10

a) Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'article 9, soit entre les autorités aéronautiques, soit entre les Gouvernements des Parties Contractantes, il sera soumis sur demande d'une des Parties Contractantes, à un tribunal arbitral.

b) Ce tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre; ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme président.

Si dans un délai de deux mois à dater du jour où l'un des deux Gouvernements a proposé le réglement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés, ou si dans le cours du mois suivant leur désignation, les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un président, chaque Partie Contractante pourra demander au président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale de procéder aux désignations nécessaires.

c) Le tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les Parties Contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.

d) Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.

e) Si l'une des Parties Contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre Partie Contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre, ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent Accord à la Partie Contractante en défaut.

f) Chaque Partie Contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du président désigné.

Article 11

Le présent Accord et son Annexe seront communiqués à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale pour y être enregistrés.

Article 12

Le présent Accord devra être mis en harmonie avec tout accord de caractère multilatéral qui viendrait à lier les deux Parties Contractantes.

TITRE II

SERVICES AGREES

Article 13

Le Gouvernement de la République Italienne accorde au Gouvernement de S. M. le Roi du Maroc et réciproquement, le Gouvernement de S. M. le Roi du Maroc accorde au Gouvernement de la République Italienne le droit de faire exploiter par l'entreprise aérienne désignee par leurs Gouvernements respectifs les services aeriens spécifiés aux tableaux de routes figurant à l'Annexe au présent Accord. Lesdits services seront dorénavant désignés par l'expression « services agréés ».

Article 14

a) Les services agreés pourront être exploités immediatement ou à une date ultérieure au choix de la Partie Contractante à laquelle les droits sont accordés à condition que:

1) La Partie Contractante à laquelle les droits ont été accordés ait désigné une entreprise de transport aérien pour exploiter la ou les routes spécifiées;

2) La Partie Contractante qui accorde les droits ait donné, dans les conditions prévues au paragraphe *b*) ci-dessous, à l'entreprise intéressée, l'autorisation d'exploitation requise, laquelle devra être accordée, dans le plus court délai possible, sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-dessus;

b) L'entreprise désignée pourra être appelée à fournir aux Autorités Aéronautiques de la Partie Contractante qui concède les droits, la preuve qu'elle se trouve en mesure de satisfaire aux exigences prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par ces Autorités au fonctionnement des entreprises commerciales de transport aérien.

Article 15

L'entreprise aérienne désignée par l'une des Parties Contractantes, conformément au présent Accord, bénéficiera sur le territoire de l'autre Partie Contractante du droit de débarquer et d'embarquer en trafic international des passagers, du courrier et des marchandises aux escales et sur les routes énumérées à l'Annexe ci-jointe.

Article 16

Les entreprises désignées par les deux Parties Contractantes devront être assurées d'un traitement juste et équitable, afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés.

Elles devront prendre en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels, afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

Article 17

Les services convenus exploités par les entreprises designées par les deux Parties Contractantes devront répondre aux exigences du public en ce qui concerne le transport aérien sur les routes spécifiées; leur but principal sera d'assurer, suivant un coefficient de charge utile raisonnable, une capacité suffisante aux exigences courantes et raisonnablement prévisibles pour le transport des passagers, des marchandises et du courrier, entre le territoire de la Partie Contractante qui à désigné l'entreprise et le territoire des Pays de destination.

Le transport des passagers, des marchandises et du courrier embarqués et débarqués à des points dans le territoire de Pays tiers sur les itinéraires spécifiés, sera assuré en tenant compte du principe général que la capacité doit être adaptée:

a) aux exigences du trafic entre les Pays d'origine et les Pays de destination,

b) aux exigences des services long courrier,

c) aux exigences du trafic des Pays traversés, compte tenu des services locaux et régionaux.

Avant le début des services agréés ainsi que pour chaque variation de capacité, les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes s'accorderont sur l'application pratique des principes vises aux paragraphes précédents du présent article en ce qui concerne les opérations par les entreprises désignées des services convenus.

Il a été toutefois convenu que l'entreprise désignée par chaque Partie Contractante aura en tout cas le droit d'exploiter un minimum de deux services hebdomadaires sur chacune des routes convenues sans aucune limitation de capacité.

Toute augmentation ultérieure de fréquence devra être agrée par les deux entreprises désignées et soumise à l'approbation des Autorités Aéronautiques.

Article 18

1) Chaque Partie Contractante accorde à l'entreprise désignée de l'autre Partie Contractante le droit de transférer librement en devises convertibles, au taux officiel de change, l'excédent des recettes sur les dépenses réalisées par l'entreprise sur son territoire dans le transport de passagers, fret et courrier.

2) Au cas où les dispositions d'un accord spécial régissant le système de change de devises étrangères entre les Parties Contractantes se trouveraient en contradiction avec les dispositions du paragraphe 1 du présent article, les premières dispostions prévaudront.

Article 19

a) Les entreprises désignées indiqueront aux Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes, trente jours au plus tard avant le début de l'exploitation des services agréés, la nature du transport, les types d'avions utilisés et les horaires envisagés. La même règle est valable pour les changements ultérieurs.

b) Les Autorités Aéronautiques de chaque Partie Contractante fourniront sur demande aux Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante toutes données statistiques régulières ou autres des entreprises désignées pouvant être équitablement exigées pour contrôler la capacité de transport offerte par une entreprise désignée de la première Partie Contractante. Ces statistiques contiendront toutes les données nécessaires pour déterminer le volume ainsi que l'origine et la destination du trafic.

Article 20

a) La fixation des tarifs à appliquer sur les services agréés desservant les routes Marocaines et Italiennes figurant au présent Accord sera faite dans la mesure du possible par accord entre les entreprises désignées.

Ces entreprises procèderont:

1) soit en appliquant les résolutions qui auront pu être adoptées par la procédure de fixation des tarifs de l'Association du transport aérien international (I.A. T.A.);

2) soit par entente directe, après consultation, s'il y a lieu, des entreprises de transport aérien de pays tiers qui exploiteraient tout ou partie des mêmes parcours.

b) Les tarifs ainsi fixés devront être soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques de chaque Partie Contractante au minimum trente (30) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur, ce délai pouvant être réduit dans des cas spéciaux sous réserve de l'accord de ces Autorités.

c) Si les entreprises de transport aérien désignées ne parvenaient pas à convenir de la fixation d'un tarif conformément aux dispositions du paragraphe *a*) ci-dessus ou si l'une des Parties Contractantes faisait connaître son désaccord sur le tarif qui lui a été soumis conformément aux dispositions du paragraphe *b*) précédent, les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes s'efforceraient d'aboutir à un règlement satisfaisant.

En dernier ressort, il sera fait recours à l'arbitrage prévu à l'article 10 du présent Accord.

Tant que la sentence arbitrale n'aura pas été rendue, la Partie Contractante, qui aura fait connaître son désaccord, aura le droit d'exiger de l'autre Partie Contractante le maintien des tarifs préalablement en vigueur.

DISPOSITIONS FINALES

Article 21

Le présent Accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle les deux Parties Contractantes se seront mutuellement notifié l'accomplissement des formalités constitutionnelles qui leur sont propres et prendra effet à la date de sa signature. En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent Accord.

FAIT à Rome, le 8 Juillet 1967 en double exemplaire dans la langue française.

Pour le Gouvernement de S. M. le Roi du Maroc
M. Mekouar MOHAMED

Pour le Gouvernement de la République Italienne
Felice SANTINI

ANNEXE

TABLEAUX DE ROUTES

1) *Routes italiennes*

Points en Italie - Casablanca ou Rabat - Las Palmas - Santa Cruz de Tenerife et v. v.

Sans droits de trafic entre Santa Cruz de Tenerife et le Maroc et v. v.

2) *Routes marocaines*

Points au Maroc - Marseille - Nice - Milan ou Rome et v. v.

Sans droits de trafic entre Marseille et l'Italie et v. v.

Note. — Les deux entreprises désignées pourront omettre, sur chacune des routes ci-dessus, une ou plusieurs escales sur un ou plusieurs vols.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese qui sopra riportato.

Accordo tra l'Italia ed il Marocco relativo al trasporto aereo

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA
ED
IL GOVERNO DI S. M. IL RE DEL MAROCCO

desiderando favorire lo sviluppo dei trasporti aerei tra l'Italia ed il Marocco e continuare, per quanto possibile, la collaborazione internazionale in tale settore;

Desiderando applicare a tali trasporti i principî e le disposizioni della Convenzione relativa all'Aviazione Civile Internazionale firmata a Chicago, il 7 dicembre 1944, qui appresso indicata « la Convenzione »;

Hanno nominato a tale scopo quali loro plenipotenziari:

Il Governo della Repubblica Italiana: il Generale Felice Santini Direttore dell'Aviazione Civile
Il Governo di S. M. il Re del Marocco: M. Mekouar Mohamed Direttore dell'Aviazione
i quali, dopo essersi scambiati i pieni poteri riconosciuti in buona e debita forma,

Hanno convenuto quanto segue:

TITOLO PRIMO

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo primo

Le Parti Contraenti si accordano l'un l'altra i diritti specificati nel presente Accordo in vista della creazione delle relazioni aeree civili internazionali elencate nell'Allegato al presente Accordo.

Articolo 2

Per l'applicazione del presente Accordo ed a meno che dal contesto non risulti altrimenti:

a) Il termine « Convenzione » sta ad indicare la Convenzione relativa all'Aviazione Civile Internazionale aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944, compresi tutti gli Allegati adottati ai sensi dell'Articolo 90 di detta Convenzione e tutti gli emendamenti agli Allegati od alla Convenzione ai sensi degli Articoli 90 e 94;

b) L'espressione « Autorità Aeronautiche » sta ad indicare nel caso del Marocco le « Ministère des Travaux Publics et des Communications, Direction de l'Air » e nel caso dell'Italia il « Ministero dei Trasporti e dell'Aviazione Civile, Ispettorato Generale dell'Aviazione Civile », ed in entrambi i casi qualsiasi persona od ente autorizzati a svolgere le funzioni attualmente esercitate dagli stessi;

c) Il termine « impresa designata » sta ad indicare ogni impresa di trasporto aereo che una delle Parti Contraenti avrà designato mediante notifica scritta all'altra Parte Contraente per l'esercizio dei servizi aerei sulle rotte indicate in detta notifica;

d) Le espressioni « territorio », « servizio aereo », « servizio aereo internazionale » e « scalo per motivi non commerciali » hanno rispettivamente il significato ad essi attribuito dagli articoli 2 e 96 della Convenzione.

Articolo 3

Al fine di evitare ogni procedura discriminatoria e di assicurare una perfetta uguaglianza di trattamento, le Parti Contraenti convengono che:

a) I carburanti, gli oli lubrificanti, i pezzi di ricambio, le provviste e le dotazioni normali di bordo introdotti nel territorio di una Parte Contraente per l'uso esclusivo degli aeromobili dell'impresa designata dall'altra Parte Contraente, impiegati nell'esercizio dei servizi concordati, sono esentati dai diritti doganali e dagli altri gravami fiscali con riserva di osservare i regolamenti doganali normalmente in vigore sul territorio dell'altra Parte Contraente;

b) Gli aeromobili dell'impresa designata da una delle Parti Contraenti impiegati nell'esercizio dei servizi concordati sono ammessi sul territorio dell'altra Parte Contraente in esenzione di diritti doganali, di spese di controllo ed altri gravami fiscali;

c) I carburanti, gli olii lubrificanti, le provviste di bordo, i pezzi di ricambio e le dotazioni normali a bordo degli aeromobili dell'impresa designata da una delle Parti Contraenti nell'esercizio dei servizi concordati, sono ammessi sul territorio dell'altra Parte Contraente in esenzione dei diritti doganali e di altri gravami fiscali anche quando detti prodotti vengono consumati o utilizzati dagli aeromobili nel corso dei voli al disopra di detto territorio. Tali materiali non possono essere sbarcati senza l'autorizzazione dell'autorità doganale dell'altra Parte Contraente;

d) I carburanti, gli olii lubrificanti, i pezzi di ricambio e le dotazioni normali di bordo, imbarcati a bordo dagli aeromobili dell'impresa designata da una delle Parti Contraenti sul territorio dell'altra Parte Contraente, sono esentati dai diritti doganali e dagli altri gravami fiscali, sotto riserva dell'osservanza dei regolamenti doganali in vigore sul detto territorio;

e) I prodotti che godono delle esenzioni doganali e fiscali previste ai paragrafi precedenti non possono essere utilizzati per fini diversi da quelli relativi ai servizi di volo e devono essere riesportati in caso di mancata utilizzazione.

Articolo 4

L'impresa designata da una Parte Contraente potrà mantenere il proprio personale tecnico ed amministrativo indispensabile negli aeroporti e nelle città dell'altra Parte Contraente ove intende avere la propria rappresentanza. Nel caso in cui un'impresa designata rinunci ad avere una propria organizzazione negli aeroporti dell'altra Parte Contraente, essa, per quanto possibile, incaricherà il personale degli aeroporti o quello dell'impresa designata dell'altra Parte Contraente degli eventuali lavori che dovessero rendersi necessari.

Articolo 5

I certificati di navigabilità, i brevetti di idoneità e le licenze rilasciati o convalidati da una delle Parti Contraenti e non scaduti, saranno riconosciuti validi dall'altra Parte Contraente ai fini dello sfruttamento delle rotte aeree specificate nell'Allegato al presente Accordo. Ogni Parte Contraente si riserva tuttavia il diritto di non riconoscere validi per la circolazione al disopra del proprio territorio, i brevetti di idoneità e le licenze rilasciati ai propri cittadini dall'altra Parte Contraente o da un altro Stato.

Articolo 6

a) Le leggi e i regolamenti di ogni Parte Contraente relativi all'ingresso e all'uscita dal proprio territorio degli aeromobili impiegati nella navigazione aerea internazionale, o relativi all'esercizio e alla navigazione dei detti aeromobili durante la loro permanenza entro i confini del proprio territorio verranno applicati agli aeromobili dell'impresa dell'altra Parte Contraente.

b) I passeggeri, gli equipaggi e gli spedizionieri saranno tenuti a conformarsi sia personalmente sia tramite un terzo agente in loro nome e per loro conto, alle leggi ed ai regolamenti che regolano, sul territorio di ogni Parte Contraente, l'ingresso, il soggiorno e l'uscita dei passeggeri, degli equipaggi o delle merci, come quelli che si applicano all'ingresso, alle formalità relative ai congedi, all'immigrazione, alle dogane ed alla quarantena.

Articolo 7

Ogni Parte Contraente si riserva il diritto di rifiutare all'impresa designata dall'altra Parte Contraente l'autorizzazione o di revocare tale autorizzazione ove essa reputi, per motivi fondati, di non avere la prova che la parte preponderante della proprietà ed il controllo effettivo di detta impresa siano sotto il controllo dell'altra Parte Contraente o di cittadini di quest'ultima o ove tale impresa non si adegui alle leggi ed ai regolamenti previsti dall'articolo 6 o non adempia gli obblighi che le impone il presente Accordo.

Ogni Parte Contraente farà uso di tale diritto solo previa consultazione ai sensi dell'articolo 9 seguente, a meno che una sospensione immediata del servizio o l'immediata applicazione delle condizioni restrittive si rendano necessarie per prevenire nuove contravvenzioni alle leggi o ai regolamenti.

Articolo 8

Ciascuna delle parti Contraenti potrà, in qualsiasi momento, notificare all'altra Parte Contraente il proprio intendimento di denunciare il presente Accordo. Tale notifica verrà comunicata contemporaneamente all'Organizzazione per l'Aviazione Civile Internazionale. La denuncia avrà effetto dodici (12) mesi dopo la data in cui l'altra Parte Contraente ne avrà ricevuto notifica, a meno che tale notifica non venga ritirata di comune accordo prima della fine di tale periodo. Qualora la Parte Contraente che dovrebbe ricevere detta notifica non ne accusi ricevuta, detta notifica sarà considerata come pervenuta quindici (15) giorni dopo la sua ricezione da parte dell'Organizzazione per l'Aviazione Civile Internazionale.

Articolo 9

Ciascuna delle Parti Contraenti potrà in qualsiasi momento richiedere una consultazione fra le Autorità Aeronautiche competenti delle due Parti Contraenti riguardo all'interpretazione, all'applicazione o alle modifiche del presente Accordo.

Detta consultazione inizierà al più tardi entro sessanta giorni a partire dal giorno in cui la domanda sarà stata ricevuta.

Le modifiche convenute da apportare a tale Accordo entreranno in vigore previa conferma a mezzo di scambio di note per via diplomatica.

Articolo 10

a) Qualora una contraversia relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo non abbia potuto essere definita in base alle disposizioni dell'articolo 9 sia fra le autorità aeronautiche che fra i Governi delle Parti Contraenti, verrà sottoposta a un tribunale arbitrale su domanda di una delle Parti Contraenti.

b) Tale tribunale arbitrale sarà composto di tre membri. Ciascuno dei due Governi designerà un arbitro; i due arbitri designati si accorderanno per nominare, quale presidente, un cittadino di uno Stato terzo. Se entro due mesi dal giorno in cui uno dei due Governi ha proposto la definizione arbitrale della controversia, i due arbitri non sono stati ancora designati, o se nel corso del mese seguente la loro designazione gli arbitri non si sono accordati sulla nomina del presidente, ogni Parte Contraente potrà chiedere al presidente del Consiglio dell'Organizzazione per l'Aviazione Civile Internazionale di procedere alle designazioni necessarie.

c) Il tribunale arbitrale, se non giunge alla definizione della controversia in via amichevole, decide alla maggioranza dei voti. A meno che le Parti Contraenti non convengano nulla in contrario, il tribunale stabilisce i propri principi di procedura e fissa la propria sede.

d) Le Parti Contraenti si impegnano a conformarsi ai provvedimenti provvisori che potranno essere emanati nel corso dell'istanza come al momento della decisione arbitrale, restando in ogni caso quest'ultima considerata quale definitiva.

e) Se una delle Parti Contraenti non si conforma alle decisioni degli arbitri, l'altro Parte Contraente potrà, per tutto il tempo in cui durerà tale inadempienza, limitare, sospendere, o revocare i diritti o privilegi che aveva accordati in base al presente Accordo alla Parte Contraente in difetto.

f) Ogni Parte Contraente sosterrà le spese relative alla remunerazione della attività del proprio arbitro e concorrerà per metà alle spese relative alla remunerazione del presidente nominato.

Articolo 11

Il presente Accordo ed il suo Allegato verranno trasmessi all'Organizzazione per l'Aviazione Civile Internazionale per la registrazione.

Articolo 12

Il presente Accordo non dovrà essere in contrasto con ogni altro accordo a carattere multilaterale che dovesse legare le due Parti Contraenti.

Titolo II

SERVIZI CONCORDATI

Articolo 13

Il Governo della Repubblica Italiana accorda al Governo di S. M. il Re del Marocco e reciprocamente, il Governo di S. M. il Re del Marocco accorda al Governo della Repubblica Italiana il diritto di fare esercitare dall'impresa aerea designata dai rispettivi governi i servizi aerei specificati nelle tabelle delle rotte figuranti nell'Allegato al presente Accordo. Detti servizi saranno d'ora innanzi indicati con il termine « servizi concordati ».

Articolo 14

a) I servizi concordati potranno essere iniziati immediatamente o successivamente, a scelta della Parte Contraente alla quale i diritti relativi sono concessi a condizione che:

1) la Parte Contraente alla quale sono stati concessi tali diritti abbia designato un'impresa di trasporto aereo per utilizzare la rotta o le rotte specificate;

2) la Parte Contraente che accorda i diritti abbia dato, all'impresa interessata, alle condizioni previste al paragrafo *b*) seguente, l'autorizzazione di esercizio richiesta, che dovrà essere accordata nel più breve tempo possibile con riserva delle disposizioni del precedente articolo 7.

b) L'impresa designata potrà essere chiamata a fornire, alle autorità aeronautiche della Parte Contraente che concede detti diritti, la prova che essa è in grado di soddisfare le esigenze contemplate dalle leggi e dai regolamenti normalmente applicati da dette autorità all'esercizio delle imprese commerciali di trasporto aereo.

Articolo 15

L'impresa aerea designata da una delle due Parti Contraenti, in conformità del presente Accordo, beneficerà sul territorio dell'altra Parte Contraente del diritto di sbarcare e di imbarcare in traffico internazionale passeggeri, corrispondenza e merci negli scali e nelle rotte elencate nell'Allegato al presente Accordo.

Articolo 16

Dovrà essere assicurato, alle imprese designate dalle due Parti Contraenti, un trattamento equo ed imparziale affinchè possano godere di uguali opportunità nell'esercizio dei servizi concordati.

Esse dovranno tenere nella debita considerazione sui percorsi comuni i loro reciproci interessi al fine di non nuocere ai rispettivi servizi.

Articolo 17

I servizi concordati esercitati dalle imprese designate dalle due Parti Contraenti dovranno rispondere alle esigenze del pubblico relativamente al trasporto aereo sulle rotte specificate; il loro scopo principale sarà quello di assicurare in base ad un ragionevole coefficiente di carico utile, una capacità adeguata alle esigenze normali e ragionevolmente prevedibili per il trasporto dei passeggeri, delle merci e della corrispondenza, fra il territorio della Parte Contraente che ha designato l'impresa ed il territorio dei Paesi di destinazione.

Il trasporto dei passeggeri, delle merci e della corrispondenza imbarcati e sbarcati in punti del territorio di Paesi terzi situati lungo gli itinerari specificati, verrà assicurato tenendo conto del principio generale che la capacità deve essere adeguata:

a) alle esigenze del traffico tra i Paesi d'origine e i Paesi di destinazione;

b) alle esigenze dei servizi postali;

c) alle esigenze del traffico dei Paesi attraversati, tenuto conto dei servizi locali e regionali.

Prima dell'inizio dei servizi concordati come pure per ogni variazione di capacità, le Autorità Aeronautiche delle due Parti Contraenti si accorderanno sull'applicazione pratica dei principî previsti ai paragrafi precedenti del presente articolo per quel che riguarda le operazioni svolte dalle imprese designate dei servizi concordati.

Si è comunque convenuto che l'impresa designata da ciascuna delle Parti Contraenti avrà in ogni caso il diritto di gestire un minimo di due servizi settimanali su ognuna delle rotte convenute senza alcuna limitazione di capacità.

Ogni ulteriore aumento di frequenza dovrà essere concordato dalle due imprese designate e sottoposto alla approvazione delle Autorità Aeronautiche.

Articolo 18

1) Ogni Parte Contraente accorda all'impresa designata dell'altra Parte Contraente il diritto di trasferire liberamente in valuta convertibile al tasso ufficiale del cambio l'eccedenza degli introiti sulle spese effettuate dall'impresa sul proprio territorio per il trasporto dei passeggeri, di noleggio e della corrispondenza.

2) Nel caso in cui le disposizioni di un accordo speciale che regoli il sistema dei cambi delle divise straniere fra le Parti Contraenti dovessero essere in contraddizione con le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo prevarranno le prime.

Articolo 19

a) Le imprese designate indicheranno alle Autorità Aeronautiche delle due Parti Contraenti al massimo trenta giorni prima dell'esercizio dei servizi concordati, la natura del trasporto, i tipi di aerei utilizzati e gli orari programmati. La stessa regola vale anche per ulteriori cambiamenti che avessero a verificarsi.

b) Le Autorità Aeronautiche di ogni Parte Contraente forniranno su richiesta delle Autorità Aeronautiche dell'altra Parte Contraente tutti i dati statistici normali o meno delle imprese designate che possano essere giustamente richiesti per controllare la capacità di trasporto offerta da un'impresa designata della prima Parte Contraente. Tali statistiche conterranno tutti i dati necessari a determinare volume, origine e destinazione del traffico.

Articolo 20

a) La determinazione delle tariffe da applicare ai servizi concordati che fanno servizio sulle rotte marocchine ed italiane indicate nel presente Accordo verrà stabilita per quanto possibile di comune accordo tra le imprese designate.

Tali imprese procederanno:

1) sia applicando le risoluzioni che saranno state adottate in sede di determinazione delle tariffe dell'Associazione di trasporto aereo internazionale (I.A.T.A.);

2) sia per intesa diretta, previa consultazione, se del caso, delle imprese di trasporto aereo di Paesi terzi che utilizzeranno completamente o in parte gli stessi percorsi.

b) Le tariffe così fissate dovranno essere sottoposte all'approvazione delle Autorità Aeronautiche di ogni Parte Contraente almeno trenta (30) giorni prima della data prevista per la loro entrata in vigore, tale limite può comunque essere ridotto in casi speciali previo accordo delle Autorità summenzionate.

c) Qualora le imprese di trasporto aereo designate non giungano ad un accordo sulla determinazione di una tariffa in base alle disposizioni del precedente paragrafo *a*) oppure ove una delle Parti Contraenti renda noto di non concordare in merito a una tariffa che le sia stata sottoposta in base alle disposizioni del precedente paragrafo *b*), le Autorità Aeronautiche delle due Parti Contraenti si adopereranno per giungere ad un accordo soddisfacente.

In ultima istanza si farà ricorso all'arbitrato previsto all'articolo 10 del presente Accordo.

Nel periodo in cui la sentenza arbitrale non sarà stata ancora pronunciata, la Parte Contraente che avrà fatto conoscere la propria disapprovazione, avrà diritto di esigere dall'altra Parte Contraente il mantenimento delle tariffe precedentemente in vigore.

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 21

Il presente Accordo entrerà in vigore un mese dopo la data in cui le due Parti Contraenti si saranno reciprocamente notificate l'adempimento delle formalità previste a tal fine dai rispettivi ordinamenti costituzionali ed avrà effetto dalla data della firma. In fede di che i plenipotenziari delle due Parti hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Roma, l'8 luglio 1967 in due esemplari in lingua francese.

Per il Governo
di S. M. il Re del Marocco
M. Mekouar MOHAMED

Per il Governo
della Repubblica Italiana
Felice SANTINI

ALLEGATO

TABELLA DELLE ROTTE

1) *Rotte italiane*

Scali in Italia - Casablanca o Rabat - Las Palmas - Santa Cruz de Tenerife e viceversa.

Senza diritto di traffico fra Santa Cruz de Tenerife ed il Marocco e viceversa.

2) *Rotte marocchine*

Scali in Marocco - Marsiglia - Nizza - Milano o Roma e viceversa.

Senza diritto di traffico fra Marsiglia e l'Italia e viceversa.

Nota. — Le due imprese designate potranno omettere su ognuna delle rotte summenzionate uno o più scali su uno o più voli.

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 giugno 1971.

Nomina del presidente della Banca del Monte di Bologna e Ravenna - Monte di credito su pegno, di 1ª categoria, con sede in Bologna.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti il regio decreto 25 aprile 1929, n. 967 ed il regio decreto 5 febbraio 1931, n. 225;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto lo statuto della Banca del Monte di Bologna e Ravenna - Monte di credito su pegno di 1ª categoria, con sede in Bologna, approvato con decreto ministeriale del 30 dicembre 1970;

Visto il proprio decreto in data 22 marzo 1967, con il quale il comm. avv. Dagoberto Degli Esposti venne confermato presidente del predetto Monte;

Considerato che il menzionato nominativo è scaduto di carica per compiuto periodo statutario;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

Il comm. avv. Dagoberto degli Esposti è confermato presidente della Banca del Monte di Bologna e Ravenna - Monte di credito su pegno di 1ª categoria, con sede in Bologna, con decorrenza dalla data del presente decreto e per la durata prevista dalle norme statutarie.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 21 giugno 1971

SARAGAT

FERRARI AGGRADI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 agosto 1971
Registro n. 25 Tesoro, foglio n. 267

(8919)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 giugno 1971.

Nomina del vice presidente della Banca del Monte di Bologna e Ravenna - Monte di credito su pegno, di 1ª categoria, con sede in Bologna.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti il regio decreto 25 aprile 1929, n. 967 ed il regio decreto 5 febbraio 1931, n. 225;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto lo statuto della Banca del Monte di Bologna e Ravenna - Monte di credito su pegno di 1ª categoria, con sede in Bologna, approvato con decreto ministeriale del 30 dicembre 1970;

Visto il proprio decreto in data 18 luglio 1961 con il quale il dott. Tommaso Casini venne nominato vice presidente del predetto Monte;

Considerato che il menzionato nominativo è scaduto in carica per compiuto periodo statutario;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

Il sig. Gianni Roberto Campi è nominato vice presidente della Banca del Monte di Bologna e Ravenna - Monte di credito su pegno di 1ª categoria, con sede in Bologna, con decorrenza dalla data del presente decreto e per la durata prevista dalle norme statutarie.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 21 giugno 1971

SARAGAT

FERRARI AGGRADI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 agosto 1971
Registro n. 25 Tesoro, foglio n. 267

(8918)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 1° settembre 1971.

Nomina del commissario della Gioventù italiana.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il regio decreto-legge 27 ottobre 1937, n. 1839, convertito in legge 23 dicembre 1937, n. 2566, concernente l'istituzione della « gioventù italiana del littorio »;

Visto il regio decreto 8 giugno 1940, n. 779;

Visto il regio decreto-legge 2 agosto 1943, n. 704;

Visto il decreto del Capo del Governo 6 maggio 1944, con cui la gioventù italiana del littorio assumeva la denominazione di « Gioventù italiana »;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 18 dicembre 1961, concernente la nomina del dott. Gianfranco Merli a commissario della Gioventù italiana;

Considerato che il dott. Merli, deputato al Parlamento, ha rassegnato le dimissioni dalla predetta carica di commissario;

Ravvisata, pertanto, l'opportunità di procedere alla nomina di un nuovo commissario;

Decreta:

L'avv. Angelo Mancusi è nominato commissario della Gioventù italiana, in sostituzione dell'on. dott. Gianfranco Merli, dimissionario.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 1° settembre 1971

COLOMBO

(8891)

DECRETO MINISTERIALE 23 settembre 1971.

Proroga a sei mesi del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore degli operai dipendenti dalle aziende industriali produttrici di serramenti in legno operanti in provincia di Pordenone.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 2 e 3 della legge 5 novembre 1968, n. 1115, concernenti l'intervento straordinario della Cassa per l'integrazione dei guadagni degli operai della industria per cause particolari;

Visto il decreto interministeriale 7 settembre 1971, con il quale è stata dichiarata la condizione di crisi economica locale delle aziende industriali produttrici di serramenti in legno operanti in provincia di Pordenone, ai fini della corresponsione agli operai lavoranti ad orario ridotto o sospesi dal lavoro dipendenti dalle predette aziende del trattamento previsto dall'art. 2 della citata legge n. 1115;

Considerato che è stata rilevata tuttora sussistente la condizione di crisi economica locale delle aziende industriali produttrici di serramenti in legno operanti in provincia di Pordenone;

Ritenuta la necessità di prolungare di altri tre mesi il trattamento di cui al menzionato art. 2, in base al disposto dell'ultimo comma dell'articolo stesso;

Decreta:

Il trattamento di integrazione salariale, disposto in ordine al decreto interministeriale 7 settembre 1971 a favore degli operai dipendenti dalle aziende industriali produttrici di serramenti in legno operanti in provincia di Pordenone, è prolungato, ai sensi dell'ultimo comma dell'art. 2 della legge 5 novembre 1968, n. 1115, di altri tre mesi, in conseguenza del permanere della condizione di crisi economica locale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 23 settembre 1971

Il Ministro: DONAT-CATTIN

(8844)

DECRETO MINISTERIALE 25 settembre 1971.

Dichiarazione della condizione di crisi economica locale delle aziende industriali del settore cartario operanti nella provincia di Roma.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER IL BILANCIO E LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA, PER IL TESORO E PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visti gli articoli 2 e 3 della legge 5 novembre 1968, n. 1115, concernenti l'intervento straordinario della Cassa per l'integrazione dei guadagni degli operai dell'industria per cause particolari;

Considerato che nelle aziende industriali del settore cartario operanti nella provincia di Roma si è determinata una situazione di crisi economica, per cui gli operai dipendenti sono sospesi dal lavoro o lavoranti ad orario ridotto;

Ritenuta la necessità di provvedere alla corresponsione del particolare trattamento di integrazione salariale previsto dalla citata legge in favore degli operai di cui trattasi;

Sentite le organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

E' dichiarata, a norma degli articoli 2 e 3 della legge 5 novembre 1968, n. 1115, la condizione di crisi economica locale delle aziende industriali del settore cartario operanti nella provincia di Roma.

Il presente decreto ha effetto a decorrere dal 25 gennaio 1971 e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 25 settembre 1971

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
DONAT-CATTIN

Il Ministro
per il bilancio e la programmazione economica
GIOLITTI

Il Ministro per il tesoro
FERRARI AGGRADI

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
GAVA

(8935)

DECRETO MINISTERIALE 25 settembre 1971.

Dichiarazione della condizione di ristrutturazione e di riorganizzazione aziendale della S.p.a. Palini di Pisogne.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER IL BILANCIO E LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA, PER IL TESORO E PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visti gli articoli 2 e 3 della legge 5 novembre 1968, n. 1115, concernenti l'intervento straordinario della Cassa per l'integrazione dei guadagni degli operai dell'industria per cause particolari;

Considerato che la S.p.a. Palini di Pisogne (Brescia) ha in corso operazioni di ristrutturazione e riorganizzazione aziendale, per cui gli operai dipendenti sono sospesi dal lavoro o lavoranti ad orario ridotto;

Ritenuta la necessità di provvedere alla corresponsione del particolare trattamento di integrazione previsto dalla citata legge in favore degli operai di cui trattasi;

Sentite le organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

E' dichiarata, a norma degli articoli 2 e 3 della legge 5 novembre 1968, n. 1115, la condizione di ristrutturazione e di riorganizzazione aziendale della S.p.a. Palini di Pisogne (Brescia).

Il presente decreto ha effetto a decorrere dal 30 maggio 1971 e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 25 settembre 1971

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
DONAT-CATTIN

Il Ministro per il bilancio e la programmazione economica
GIOLITTI

Il Ministro per il tesoro
FERRARI AGGRADI

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
GAVA

(8937)

DECRETO MINISTERIALE 25 settembre 1971.

Proroga a nove mesi del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore degli operai dipendenti dalle aziende industriali del settore delle confezioni in serie operanti nelle provincie di Pescara e Teramo.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER IL BILANCIO E LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA, PER IL TESORO E PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visti gli articoli 2 e 3 della legge 5 novembre 1968, n. 1115, concernenti l'intervento straordinario della Cassa per l'integrazione dei guadagni degli operai dell'industria per cause particolari;

Visto il decreto interministeriale 2 marzo 1971, con il quale è stata dichiarata la condizione di crisi economica locale delle aziende industriali del settore delle confezioni in serie operanti nelle provincie di Pescara e Teramo, ai fini della corresponsione agli operai sospesi dal lavoro o lavoranti ad orario ridotto, dipendenti dalle predette aziende del trattamento previsto dall'art. 2 della citata legge n. 1115;

Visto il decreto ministeriale 13 aprile 1971, con il quale è stato prolungato a sei mesi il trattamento di integrazione salariale disposto in ordine al citato decreto interministeriale 2 marzo 1971 in favore degli operai dipendenti da aziende industriali del settore delle confezioni in serie operanti nelle provincie di Pescara e Teramo;

Considerato che è stata rilevata tuttora sussistente la condizione di crisi economica locale delle aziende industriali del settore delle confezioni in serie operanti nelle provincie di Pescara e Teramo;

Ritenuta la necessità di prolungare di altri tre mesi il trattamento di cui al menzionato art. 2, in base al disposto dell'ultimo comma dell'articolo stesso, in conseguenza del permanere della condizione di crisi economica locale;

Sentite le organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

Il trattamento di integrazione salariale, disposto in ordine al decreto interministeriale 2 marzo 1971 a favore degli operai dipendenti dalle aziende industriali del settore delle confezioni in serie operanti nelle provincie di Pescara e Teramo, prorogato a sei mesi con decreto ministeriale 13 aprile 1971, è prolungato, ai sensi dell'ultimo comma dell'art. 2 della legge 5 novembre 1968, n. 1115, di altri tre mesi, in conseguenza del permanere della condizione di crisi economica locale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 25 settembre 1971

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
DONAT-CATTIN

Il Ministro per il bilancio e la programmazione economica
GIOLITTI

Il Ministro per il tesoro
FERRARI AGGRADI

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
GAVA

(8934)

DECRETO PREFETTIZIO 13 settembre 1971.

Costituzione del consiglio provinciale di sanità di Teramo.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TERAMO

Ritenuta la necessità, ai sensi del decreto del Presidente della Repubblica 11 febbraio 1961, n. 257, di provvedere alla ricostituzione del consiglio provinciale di sanità, scaduto per compiuto periodo di carica legale;

Viste le designazioni degli enti e delle organizzazioni interessate;

Sentito il medico provinciale per quanto riguarda i componenti non di diritto;

Visto l'art. 12 del decreto presidenziale sopra citato;

Decreta:

Per il triennio, a decorrere dalla data del presente decreto, il consiglio provinciale di sanità di Teramo, è composto come segue:

il medico provinciale;
il veterinario provinciale;
il presidente del tribunale di Teramo;
l'ingegnere capo del genio civile;
il capo dell'ispettorato provinciale dell'agricoltura;
il capo dell'ispettorato del lavoro;
l'ufficiale medico militare del distretto militare di Teramo;
l'ufficiale sanitario di Teramo;
il direttore della sezione medico micrografica del laboratorio provinciale di igiene e profilassi;
il direttore della sezione chimica del laboratorio provinciale di igiene e profilassi;
Teofili dott. Vittorino, medico condotto di Atri;
il presidente degli ospedali ed istituti riuniti di Teramo;
il direttore sanitario dell'ospedae civile di Teramo;
Campa prof. Pietro Paolo, primario medico dello ospedale civile di Teramo;
Gadaleta prof. Nicola, primario chirurgo dell'ospedale civile di Teramo;
Gaspari prof. Emilio Giuseppe, medico chirurgo, specializzato in pediatria;
Gasparrini prof. Luciano, medico chirurgo;
Della Torre prof. Mario, medico chirurgo;
Di Tiburzio avv. Dante, esperto in materia amministrativa;
Di Pietro ing. Luigi, esperto in ingegneria sanitaria, urbanistica ed edilizia ospedaliera;
Stecher ing. Dario, esperto in ingegneria sanitaria, urbanistica ed ospedaliera;
De Berardinis dott. Vincenzo, rappresentante dell'ordine provinciale dei medici;
Caporale prof. Giuseppe, rappresentante dell'ordine provinciale dei veterinari;
Lucangeli dott. Tommaso Giorgio, rappresentante dell'ordine provinciale dei farmacisti;
Cavallari Maria Grazia, rappresentante del collegio delle ostetriche;
Savani Annapia, rappresentante del collegio provinciale delle infermiere professionali, assistenti sanitarie visitatrici e vigilatrici d'infanzia;
Ioannoni Adelchi, rappresentante del collegio provinciale degli esercenti l'arte ausiliaria di radiologia medica;
Di Francesco dott. Pietro, rappresentante dell'Istituto nazionale della previdenza sociale;
Venturoni dott. Antonio, rappresentante dell'Istituto nazionale per gli infortuni sul lavoro;
Panza dott. Antonio, rappresentante dell'Istituto nazionale per le assicurazioni contro le malattie.

Le funzioni di segretario saranno disimpegnate dal dott. Mario Zecchino, direttore di sezione dell'Amministrazione della sanità in servizio presso l'ufficio del medico provinciale di Teramo.

Teramo, addì 13 settembre 1971

Il prefetto: PRESTIPINO

(8573)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione di un'oasi di protezione della fauna in località « Monte Nerone »

Con decreto ministeriale 11 settembre 1971 è costituita, fino a nuova disposizione, ai sensi dell'art. 67-*bis* del testo unico 5 giugno 1939, n. 1016, modificato dalla legge 2 agosto 1967, n. 799, l'oasi di protezione e di rifugio per la fauna stanziale e migratoria in località « Monte Nerone » (Pesaro e Urbino) della estensione di ha. 450 circa, i cui confini, meglio specificati nella documentazione agli atti, sono così delimitati: lato nord: grotta di Nerone, Passo della Madonna; lato ovest: passo della Madonna strada mulattiera del Prato del Conte sentiero della Vallaccia Mezzolo Faggio Buzzo Faggi Bartolucci - strada provinciale Monte Nerone; lato sud: strada provinciale Monte Nerone; lato est: strada provinciale Monte Nerone - strada casciaia fosso Presale - sentiero del Col Filatoro strada vicinale Piobbico Grotte Nerone.

(8579)

Costituzione di un'oasi di protezione della fauna nei comuni di Lamporecchio e Larciano

Con decreto ministeriale 11 settembre 1971 è costituita, fino a nuova disposizione, ai sensi dell'art. 67-*bis* del testo unico 5 giugno 1939, n. 1016, modificato dalla legge 2 agosto 1967, n. 799, l'oasi di protezione e di rifugio per la fauna stanziale e migratoria, sita in territorio dei comuni di Lamporecchio e Larciano (Pistoia) della estensione di ha. 319 circa, i cui confini, meglio specificati nella documentazione agli atti, sono così delimitati: ad est: strada provinciale Sambarontana, tratto Tesi di Piano - Spicchio Poggio Secco; a nord: strada di Casorelle da Spicchio per Casorelle fino alla strada comunale di Giugnano in località le Curve; ad ovest: rio di Bufignano fino a Beboli, strada vicinale di Trebbio, rio della Valle, via Bussoli rio Bottaccio fino alla Casaccia; a sud: strada comunale Monsummanese, rio Gerbamaggio fino alla Casaccia.

(8580)

Trasferimento dal demanio al patrimonio dello Stato di terreno in comune di Precenicco

Con decreto 27 luglio 1971, n. 1919, del Ministro per l'agricoltura e le foreste di concerto con il Ministro per le finanze, è stato disposto il trasferimento dal demanio pubblico al patrimonio dello Stato di un tratto di terreno, della superficie di mq. 7660, distinto in catasto del comune di Precenicco, al foglio 21, mappali 187 e 187 ½, non più occorrente alle esigenze della bonifica.

(8796)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 6 luglio 1971, registrato alla Corte dei conti in data 31 agosto 1971, registro n. 9, foglio n. 42 è stato accolto il ricorso straordinario al Capo dello Stato prodotto dalla ditta Zanasi Giulio, con sede in Montecatini Terme, via Cadorna n. 16, avverso il provvedimento n. 10024 in data 23 febbraio 1968 del sindaco di Firenze, con il quale è stato negato alla ricorrente il nulla-osta per l'installazione in detta città, via del Gelsomino, di un impianto per la distribuzione automatica di carburanti, ed avverso il conseguente provvedimento n. 20259 in data 18 marzo 1968, con il quale il prefetto di Firenze ha negato la autorizzazione per l'impianto suindicato.

(8600)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della società cooperativa edilizia « Tempio di Giove », con sede in Roma

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 15 settembre 1971, la società cooperativa edilizia « Tempio di Giove, », sede in Roma, costituita per rogito Fallace in data 8 giugno 1961, rep. 101685 è stata sciolta, ad ogni effetto di legge ai sensi dell'art. 2544 del codice civile, senza nomina di commissario liquidatore, non essendovi rapporti patrimoniali da definire

(8803)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Ficarazzi ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 25 settembre 1971 il comune di Ficarazzi (Palermo) viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 20.447.697, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(8899)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Esito di ricorso

Con decreto del Capo dello Stato in data 13 aprile 1971, registrato alla Corte dei conti in data 16 luglio 1971, registro n. 47, foglio n. 321, è stato accolto il ricorso straordinario prodotto dal sig. Vito Cigliano, ausiliario di ruolo nelle segreterie universitarie, in servizio presso l'Università di Napoli, avverso la decisione con la quale gli veniva negato l'inquadramento nel ruolo aggiunto del personale della carriera esecutiva delle segreterie universitarie, ai sensi della legge 5 giugno 1965, n. 698.

(8601)

MINISTERO DEL TESORO

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica del 2 luglio 1971, registrato alla Corte dei conti il 31 agosto 1971, registro n. 27 Tesoro, foglio n. 379, viene accolto il ricorso straordinario proposto dal sig. Pietro Maggio, avverso il decreto ministeriale 25 luglio 1968, con il quale era stata respinta la istanza dell'interessato intesa ad ottenere la concessione dell'equo indennizzo.

(8585)

MINISTERO DELLE FINANZE

Restituzioni applicabili dal 1° luglio 1968 al 7 novembre 1968, a norma dei Regolamenti C.E.E. n. 895/68, n. 1147/68, n. 1339/68, n. 1515/68 e n. 1735/68, ai prodotti di cui all'art. 1, paragrafo 2, lettera c) del Regolamento C.E.E. n. 136/66 (olio di oliva) esportati verso i Paesi terzi e la Grecia.

Numero		DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Ammontare restituzioni in unità di conto (u. c.) per 100 kg. (1 u.c. = lire italiane 625)		
della Tariffa	della Statistica		dal 1°- 7-1968 al 31- 7-1968	dal 1°- 8-1968 al 30- 9-1968	dal 1°-10-1968 al 7-11-1968
ex 15.07		Oli vegetali fissi, fluidi o concreti, greggi, depurati o raffinati:			
		A. olio di oliva:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione (*a*):			
	01	a. ottenuto dalla raffinazione dell'olio di oliva vergine, anche se mescolato ad olio di oliva vergine:			
		- per esportazioni verso la Grecia	zero	zero	zero
		- per esportazioni verso i Paesi terzi	13,875	16,000	17,000
	04	b. altro (*b*):			
		- per esportazioni verso la Grecia	zero	zero	zero
		- per esportazioni verso i Paesi terzi	18,625	7,000	8,000
		II. altri:			
	ex 07	a. olio di oliva vergine:			
		- per esportazioni verso la Grecia	zero	zero	zero
		- per esportazioni verso i Paesi terzi	12,500	12,500	13,500
	ex 07	b. altri (*c*):			
		- per esportazioni verso la Grecia	zero	zero	zero
		- per esportazioni verso i Paesi terzi . . .	12,500	zero	zero

(*a*) Sono considerati come aventi subito un processo di raffinazione gli oli d'oliva il cui tenore in acidi grassi liberi, espresso in acido oleico, è del 5 % come massimo e che presentano un coefficiente di estinzione specifica *K* 268 (densità ottica della soluzione nell'isoottano [2, 2, 4 trimetilpentano] a 1 g in 100 millilitri sotto uno spessore di 1 cm e per la lunghezza d'onda di 268 millimicron), pari o superiore a 0,25 (1) e la cui variazione dell'estinzione specifica, verso 268 millimicron, è superiore a 0,01 (2).

(1) *Tale coefficiente deve essere corretto in funzione del tenore in acidi grassi liberi secondo la formula:*

$K' 268 = K 268 - (0{,}023 \times \%$ del tenore in acidi grassi liberi).

(2) Questa variazione è così definita:

$\Delta K = K 268 - 0{,}5\ (K 262 + K 274)$.

(*b*) Sono considerati come rientranti in questa sottovoce gli oli che, oltre alle caratteristiche di cui alla suddetta nota (*a*), hanno una reazione *positiva* in un'analisi effettuata conformemente alle disposizioni dell'Allegato al Regolamento C.E.E. n. 177/66.

(*c*) Sono considerati come rientranti in questa sottovoce gli oli di oliva che hanno la reazione positiva di cui alla suddetta nota (*b*).

(6980)

MINISTERO DELLE FINANZE

Prelievi applicabili all'importazione dai Paesi terzi dei prodotti indicati nell'articolo 1, lettere c), d) ed e) del regolamento comunitario n. 136/66 (settore dei grassi), validi per il periodo dal 1° gennaio 1969 al 31 agosto 1969.

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 1° gennaio 1969 al 26 gennaio 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti in Grecia e trasportati direttamente da questo Paese nella Comunità	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti in Grecia o non direttamente trasportati da questo Paese nella Comunità
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	zero (a)	zero (a)	99 (a)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	zero (a)	zero (a)	99 (a)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02 03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	2.499	300	2.499
	05-06	b. altro	4.421	563	4.421
	08-09-10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione) . .	450	zero	450
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	225	zero	225
	08	II. altri	360	zero	360
23.04-A	01-04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	36	zero	36

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 27 gennaio 1969 al 31 gennaio 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti in Grecia e trasportati direttamente da questo Paese nella Comunità	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti in Grecia o non direttamente trasportati da questo Paese nella Comunità
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	zero (a)	zero (a)	305 (a)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	zero (a)	zero (a)	305 (a)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02-03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	3.540	300	3.540
	05-06	b. altro	5.818	563	5.818
	08-09-10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione) . .	1.388	zero	1.388
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	694	zero	694
	08	II. altri	1.110	zero	1.110
23.04-A	01-04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	111	zero	111

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 1° febbraio 1969 al 9 febbraio 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti in Grecia e trasportati direttamente da questo Paese nella Comunità	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti in Grecia o non direttamente trasportati da questo Paese nella Comunità
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	91 (*a*)	99 (*a*)	528 (*a*)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	28 (*a*)	99 (*a*)	528 (*a*)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02–03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	4.664	1.146	4.664
	05–06	b. altro	7.326	1.699	7.326
	08–09–10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione) . .	2.400	450	2.400
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	1.200	225	1.200
	08	II. altri	1.920	360	1.920
23.04-A	01–04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	192	36	192

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 10 febbraio 1969 al 28 febbraio 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti in Grecia e trasportati direttamente da questo Paese nella Comunità	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti in Grecia o non direttamente trasportati da questo Paese nella Comunità
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	91 (*a*)	zero (*a*)	528 (*a*)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	28 (*a*)	zero (*a*)	528 (*a*)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02–03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	4.664	300	4.664
	05–06	b. altro	7.326	563	7.326
	08–09–10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione) . .	2.400	zero	2.400
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	1.200	zero	1.200
	08	II. altri	1.920	zero	1.920
23.04-A	01–04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	192	zero	192

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 1° marzo 1969 al 31 marzo 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti in Grecia e trasportati direttamente da questo Paese nella Comunità	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti in Grecia o non direttamente trasportati da questo Paese nella Comunità
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	588 (*a*)	zero (*a*)	1.026 (*a*)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	526 (*a*)	zero (*a*)	1.026 (*a*)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02-03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	7.176	300	7.176
	05-06	b. altro	10.697	563	10.697
	08-09-10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione) . .	4.663	zero	4.663
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	2.331	zero	2.331
	08	II. altri	3.730	zero	3.730
23.04-A	01-04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	373	zero	373

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 1° aprile 1969 al 30 aprile 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	674 (*a*)	zero (*a*)	1.111 (*a*)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	611 (*a*)	zero (*a*)	1.111 (*a*)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02-03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	7.606	300	7.606
	05-06	b. altro	11.274	563	11.274
	08-09-10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione) . .	5.050	zero	5.050
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	2.525	zero	2.525
	08	II. altri	4.040	zero	4.040
23.04-A	01-04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	404	zero	404

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 1° maggio 1969 all'11 maggio 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti in Grecia e trasportati direttamente da questo Paese nella Comunità	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti in Grecia o non direttamente trasportati da questo Paese nella Comunità
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	903,10 (a)	zero (a)	1.340,60 (a)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	840,60 (a)	zero (a)	1.340,60 (a)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02-03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	8.764,35	300,00	8.764,35
	05-06	b. altro	12.830,00	562,50	12.830,00
	08-09-10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione) . .	6.093,75	zero	6.093,75
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	3.046,85	zero	3.046,85
	08	II. altri	4.875,00	zero	4.875,00
23.04-A	01-04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	487,50	zero	487,50

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 12 maggio 1969 al 25 maggio 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	758,75 (a)	zero (a)	1.196,25 (a)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionatá di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	696,25 (a)	zero (a)	1.196,25 (a)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02-03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	8.035,65	300,00	8.035,65
	05-06	b. altro	11.851,90	562,50	11.851,90
	08-09-10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione) . .	5.437,50	zero	5.437,50
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	2.718,75	zero	2.718,75
	08	II. altri	4.350,00	zero	4.350,00
23.04-A	01-04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	435,00	zero	435,00

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 26 maggio 1969 al 1° giugno 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti in Grecia e trasportati direttamente da questo Paese nella Comunità	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti in Grecia o non direttamente trasportati da questo Paese nella Comunità
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	758,75 (*a*)	zero (*a*)	1.196,25 (*a*)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	696,25 (*a*)	zero (*a*)	1.196,25 (*a*)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02-03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	8.035,65	855,00	8.035,65
	05-06	b. altro	11.851,90	1.307,50	11.851,90
	08-09-10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione) . .	5.437,50	zero	5.437,50
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	2.718,75	zero	2.718,75
	08	II. altri	4.350,00	zero	4.350,00
23.04-A	01-04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	435,00	zero	435,00

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 2 giugno 1969 al 30 giugno 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti in Grecia e trasportati direttamente da questo Paese nella Comunità	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti in Grecia o non direttamente trasportati da questo Paese nella Comunità
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	871,25 (*a*)	zero (*a*)	1.308,75 (*a*)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	808,75 (*a*)	zero (*a*)	1.308,75 (*a*)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02-03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	8.604,40	300,00	8.604,40
	05-06	b. altro	12.615,65	562,50	12.615,65
	08-09-10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione) . .	5.950,00	zero	5.950,00
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	2.975,00	zero	2.975,00
	08	II. altri	4.760,00	zero	4.760,00
23.04-A	01-04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	476,25	zero	476,25

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 1° luglio 1969 al 2 luglio 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti in Grecia e trasportati direttamente da questo Paese nella Comunità	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti in Grecia o non direttamente trasportati da questo Paese nella Comunità
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	956,90 (a)	zero (a)	1.394,40 (a)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	894,40 (a)	zero (a)	1.394,40 (a)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02-03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	9.034,40	300,00	9.034,40
	05-06	b. altro	13.193,15	562,50	13.193,15
	08-09-10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione) . .	6.337,50	zero	6.337,50
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	3.168,75	zero	3.168,75
	08	II. altri	5.070,00	zero	5.070,00
23.04-A	01-04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	506,90	zero	506,90

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 3 luglio 1969 al 13 luglio 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	1.135,65 (a)	211,90 (a)	1.573,15 (a)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	1.073,15 (a)	211,90 (a)	1.573,15 (a)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02-03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	9.936,25	1.715,00	9.936,25
	05-06	b. altro	14.403,75	2.462,50	14.403,75
	08-09-10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione) . .	7.150,00	962,50	7.150,00
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	3.575,00	481,25	3.575,00
	08	II. altri	5.720,00	770,00	5.720,00
23.04-A	01-04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	571,90	76,90	571,90

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 14 luglio 1969 al 27 luglio 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti in Grecia e trasportati direttamente da questo Paese nella Comunità	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti in Grecia o non direttamente trasportati da questo Paese nella Comunità
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	929,40 (a)	zero (a)	1.366,90 (a)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	866,90 (a)	zero (a)	1.366,90 (a)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02-03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	8.895,65	300,00	8.895,65
	05-06	b. altro	13.006,90	562,50	13.006,90
	08-09-10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione)	6.212,50	zero	6.212,50
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	3.106,25	zero	3.106,25
	08	II. altri	4.970,00	zero	4.970,00
23.04-A	01-04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	496,90	zero	496,90

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 28 luglio 1969 al 31 luglio 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti in Grecia e trasportati direttamente da questo Paese nella Comunità	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti in Grecia o non direttamente trasportati da questo Paese nella Comunità
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	860,60 (a)	zero (a)	1.298,10 (a)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	798,10 (a)	zero (a)	1.298,10 (a)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02-03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	8.548,75	300,00	8.548,75
	05-06	b. altro	12.541,25	562,50	12.541,25
	08-09-10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione)	5.900,00	zero	5.900,00
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	2.950,00	zero	2.950,00
	08	II. altri	4.720,00	zero	4.720,00
23.04-A	01-04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	471,85	zero	471,85

Prelievi, in lire italiane per quintale netto, validi a decorrere dal 1° agosto 1969 al 31 agosto 1969

Numero della Tariffa	Numero della Statistica	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi	Grecia: Prodotti totalmente ottenuti in Grecia e trasportati direttamente da questo Paese nella Comunità	Grecia: Prodotti non totalmente ottenuti in Grecia o non direttamente trasportati da questo Paese nella Comunità
07.01-N-I		Olive, fresche o refrigerate:			
	57	b. altre	614,40 (*a*)	zero (*a*)	1.051,90 (*a*)
07.03-A		Olive, presentate immerse in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparate per il consumo immediato:			
	04	II. destinate alla produzione di olio	551,90 (*a*)	zero (*a*)	1.051,90 (*a*)
15.07-A		Olio d'oliva, greggio, depurato o raffinato:			
		I. che ha subito un processo di raffinazione:			
	02-03	a. ottenuto dalla raffinazione di olio d'oliva vergine, anche mescolato con olio d'oliva vergine	7.308,10	300,00	7.308,10
	05-06	b. altro	10.875,00	562,50	10.875,00
	08-09-10	II. altro (che non ha subito un processo di raffinazione) . .	4.781,90	zero	4.781,90
15.17-A		Residui provenienti dalla lavorazione delle sostanze grasse o delle cere animali o vegetali, contenenti olio avente i caratteri dell'olio di oliva:			
	01	I. paste di saponificazione (soap-stocks)	2.391,25	zero	2.391,25
	08	II. altri	3.825,60	zero	3.825,60
23.04-A	01-04	Sansa di olive ed altri residui dell'estrazione dell'olio di oliva	382,50	zero	382,50

(*a*) Il prelievo è riscosso in aggiunta al dazio.

(7012)

PREFETTURA DI TRIESTE

Ripristino di cognomi nella forma originaria

IL PREFETTO

Visto il decreto prefettizio n. 11419/2120-29/V di data 13 maggio 1931, con il quale il cognome del sig. Marcello Grgič, nato il 18 novembre 1911, venne ridotto in forma italiana di « Gregori », a norma del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17;

Vista la domanda, in data 4 aprile 1971, corredata della prescritta documentazione, della figlia del sig. Marcello Gregori, sig.ra Gregori Maria Adriana in Pahor, nata a Trieste il 28 febbraio 1940, residente a Trieste, in via Sottoripa n. 6, con la quale chiede la restituzione del cognome dalla forma italiana in quella originaria di « Grgič », posseduto dal padre prima dell'emanazione del nominato decreto;

Visti gli atti ed i documenti, e ritenuto che l'istanza meriti accoglimento;

Visto il decreto ministeriale 5 agosto 1926;

Visto il regio decreto-legge 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome di Gregori è restituito nella forma originaria di « Grgič », nei confronti dell'istante Maria Adriana Gregori in Pahor.

Il sindaco di Trieste è tenuto a provvedere a tutti gli adempimenti di cui al decreto ministerale 5 agosto 1926 sopra citato ed alla notificazione del presente decreto all'interessata.

Trieste, addì 25 agosto 1971

Il prefetto: CAPPELLINI

(8609)

IL PREFETTO

Visto il decreto prefettizio n. 11419/71 S. Dorligo della Valle di data 24 ottobre 1932, con il quale il cognome del sig. Mario Petaros, nato a S. Dorligo della Valle il 3 aprile 1919, residente in S. Dorligo della Valle, frazione S. Antonio in Bosco n. 89, venne ridotto in forma italiana di « Pettirosso », a norma del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17;

Vista la domanda, in data 5 maggio 1971, corredata della prescritta documentazione, con la quale il sopra nominato chiede il ripristino del proprio cognome nella forma originaria di « Petaros »;

Visti gli atti e ritenuto che l'istanza predetta meriti accoglimento;

Visto il decreto ministeriale 5 agosto 1926;

Visto il regio decreto-legge 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il decreto prefettizio n. 11419/71 S. Dorligo della Valle di data 24 ottobre 1932, è revocato. In conseguenza il cognome, ridotto come sopra, del sig. Mario Pettirosso è restituito nella forma originaria di « Petaros ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi familiari:

Alberti Maria, nata a S. Dorligo della Valle il 18 novembre 1921, moglie.

Il sindaco di S. Dorligo della Valle è tenuto a provvedere a tutti gli adempimenti di cui al decreto ministeriale 5 agosto 1926 sopra citato ed alla notificazione del presente decreto all'interessato.

Trieste, addì 25 agosto 1971

Il prefetto: CAPPELLINI

(8608)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELL'INTERNO

Concorso per esami a dieci posti di coadiutore in prova nel ruolo di archivio dell'Amministrazione civile dell'interno, riservato ai militari di truppa del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, contenente il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, modificato dal decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, contenente norme di esecuzione del citato testo unico;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 giugno 1965, n. 996, contenente norme relative ai programmi dei concorso ed esami di ammissione e promozione nelle carriere dell'Amministrazione civile dell'interno;

Vista la legge 20 dicembre 1966, n. 1116, concernente modifiche agli ordinamenti del personale della pubblica sicurezza;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1079;

Visto il decreto ministeriale 6 maggio 1968, con il quale sono stati nominati applicati di questa amministrazione 20 sottufficiali di pubblica sicurezza, nonchè il decreto ministeriale 10 ottobre 1968, con il quale è stata revocata, a seguito di rinuncia al passaggio all'impiego civile, la nomina ad applicato di 6 dei predetti 20 sottufficiali di pubblica sicurezza;

Visto il decreto ministeriale 12 novembre 1970, con il quale sono stati nominati applicati di questa amministrazione 8 sottufficiali di pubblica sicurezza, nonchè il proprio decreto 30 marzo 1971, con il quale è stata revocata, a seguito di rinuncia al passaggio all'impiego civile, la nomina ad applicato di 4 dei predetti 8 sottufficiali di pubblica sicurezza;

Considerato, che il quarto comma dell'art. 10 della legge 20 dicembre 1966, n. 1116, prescrive che, alla copertura dei posti, riservati nel ruolo del personale di archivio in favore dei sottufficiali di pubblica sicurezza, che rimangono non utilizzati per mancanza di aspiranti o per rinuncia, si deve procedere mediante concorso per esami riservato ai militari di truppa del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza, che abbiano compiuto, nel Corpo predetto, almeno 15 anni di servizio, non abbiano superato il 50° anno di età e siano in possesso del diploma di scuola media inferiore;

Accertato, pertanto, che, nel ruolo del personale di archivio dell'Amministrazione civile dell'interno, vi sono dieci posti da coprire, giusta quanto prescritto dal succitato quarto comma dell'art. 10 della legge 20 dicembre 1966, n. 1116;

Considerato che, ai sensi della legge 2 aprile 1968, n. 482, sono stati accantonati i posti da riservare — nel predetto ruolo — agli appartenenti alle categorie protette e considerato, altresì, che, a detti posti, non possono, comunque, accedere i partecipanti al presente concorso, in quanto privi del requisito essenziale dello stato di disoccupazione;

Decreta:

Posti a concorso

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a dieci posti di coadiutore in prova nel ruolo di archivio dell'Amministrazione civile dell'interno, riservato ai militari di truppa del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza.

I vincitori verranno assegnati, in relazione alle esigenze di servizio, soltanto presso uffici periferici aventi sede in:

Piemonte	Liguria
Lombardia	Emilia Romagna
Veneto	Umbria

Requisiti per l'ammissione

Art. 2.

Possono partecipare al concorso i militari di truppa del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza, che abbiano compiuto, nel Corpo predetto, almeno 15 anni di servizio, non abbiano superato il 50° anno di età e siano in possesso del diploma di scuola media inferiore.

Art. 3.

I suddetti requisiti debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso.

Presentazione domande - Termini e modalità

Art. 4.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo ed indirizzate al Ministero dell'interno - Direzione generale degli affari generali e del personale, dovranno essere presentate entro il termine perentorio di 30 giorni, che decorre dal giorno successivo a quello della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, ai rispettivi comandi, i quali, dopo di aver apposto sulle domande stesse il proprio timbro con la data di arrivo o presentazione, le trasmetteranno alla predetta Direzione generale degli affari generali e del personale.

Le domande di ammissione al concorso si considerano prodotte in tempo utile anche se spedite ai rispettivi comandi, a mezzo di raccomandata con avviso di ricevimento, entro il termine suindicato. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

Gli aspiranti dovranno dichiarare nella domanda:

a) le proprie generalità;

b) la data ed il luogo di nascita;

c) il titolo di studio con l'indicazione della scuola, che lo ha rilasciato, e della data in cui è stato conseguito;

d) la data di arruolamento nel Corpo delle guardie di pubblica sicurezza ed eventuale grado rivestito attualmente;

e) il reparto, presso il quale devono essere fatte le comunicazioni relative al presente concorso e l'impegno di far conoscere le successive eventuali variazioni di reparto;

f) la dichiarazione di essere disposti a raggiungere, in caso di nomina, una delle sedi indicate nel precedente art. 1.

La firma in calce alla domanda va vistata dal comandante del reparto, presso il quale il candidato presta servizio.

Commissione giudicatrice

Art. 5.

Con successivo decreto, da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, verrà nominata la commissione esaminatrice del concorso.

Prove di esame

Art. 6.

L'esame consta di una prova scritta, di una prova pratica e di una prova orale e si effettua in base al seguente programma:

A) Prova scritta:

Componimento d'italiano su argomento semplice, di attualità e di comune conoscenza;

B) Prova pratica di dattilografia:

La prova pratica di dattilografia consiste in un saggio di copiatura, a velocità libera, di un brano a carattere di stampa scelto dalla commissione giudicatrice. Durata della prova: 30 minuti. I candidati, che ultimassero la copiatura in un tempo minore, possono continuare a scrivere, ricopiando il brano fino allo scadere del tempo;

C) Prova orale:

1) nozioni elementari di diritto costituzionale ed amministrativo;

2) stato giuridico degli impiegati civili dello Stato, con particolare riguardo alle norme interessanti il personale delle carriere esecutive;

3) disposizioni concernenti la costituzione, la tenuta e lo scarto degli archivi amministrativi;

4) nozioni di storia civile d'Italia dal **1848**;

5) nozioni di geografia fisica e politica d'Italia.

Art. 7.

La prova scritta e la prova pratica di dattilografia avranno luogo in Roma, presso il palazzo degli esami, via Girolamo Induno n. 4 (quartiere Trastevere), nei giorni 17 e 18 dicembre 1971, alle ore 8.

I candidati che non avranno ricevuto alcuna comunicazione di esclusione dal predetto concorso, sono tenuti a presentarsi — senza alcun avviso — all'indirizzo suddetto, nei giorni e nella ora specificati, muniti del tesserino di riconoscimento rilasciato dal Ministero dell'interno, attestante l'appartenenza al Corpo delle guardie di pubblica sicurezza.

Art. 8.

La prova orale avrà luogo in Roma presso il Ministero dello interno.

A detta prova sono ammessi i candidati, che abbiano riportato almeno sette decimi nella prova scritta e sei decimi nella prova pratica.

La prova orale non s'intende superata se il candidato non ottenga almeno la votazione di sei decimi.

Art. 9.

Al termine di ogni seduta dedicata alla prova orale, la commissione giudicatrice forma l'elenco dei candidati esaminati, con l'indicazione del voto da ciascuno riportato.

L'elenco, sottoscritto dal presidente e dal segretario della commissione, è affisso, nel medesimo giorno, nell'albo del Ministero.

Titoli di preferenza

Art. 10.

I candidati che, nella prova orale, abbiano riportato una votazione non inferiore a sei decimi, devono far pervenire al Ministero dell'interno (Direzione generale degli affari generali e del personale), entro il termine perentorio di dieci giorni, che decorre dal giorno successivo a quello della pubblicazione dello elenco di cui al precedente art. 9, i documenti comprovanti il possesso dei titoli di preferenza nella nomina, di cui all'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n 3, e successive integrazioni.

I candidati possono avvalersi dei titoli stessi, semprechè siano stati documentati entro i termini, di cui al precedente comma, anche se ne siano venuti in possesso dopo la scadenza del termine per la presentazione delle domande.

Formazione, approvazione, pubblicità ed impugnative della graduatoria e della dichiarazione dei vincitori

Art. 11.

La votazione complessiva degli esami di concorso è stabilita dalla somma dei voti riportati nella prova scritta, nella prova pratica ed in quella orale.

La graduatoria stabilita in base alla votazione complessiva ottenuta da ciascun candidato (tenuto conto, a parità di punteggio, delle preferenze di legge) viene approvata con decreto ministeriale e con lo stesso provvedimento vengono dichiarati i vincitori del concorso, sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego.

Art. 12.

La graduatoria dei vincitori del concorso e quella dei dichiarati idonei sono pubblicate nel Bollettino ufficiale del personale del Ministero dell'interno.

Di tale pubblicazione viene data notizia mediante avviso inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dalla data della pubblicazione del suddetto avviso, decorre il termine per le eventuali impugnative.

Presentazione dei documenti da parte dei vincitori

Art. 13.

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria, sono invitati a far pervenire al Ministero dell'interno (Direzione generale degli affari generali e del personale), nel termine perentorio di venti giorni, che decorre dal giorno successivo a quello in cui hanno ricevuto l'invito, i seguenti documenti:

1) diploma originale del titolo di studio o copia dello stesso, rilasciata ai sensi degli articoli 7 e 14 della legge 4 gennaio 1968, n. 15, ovvero il documento rilasciato dalla competente autorità scolastica, in sostituzione del diploma;

2) certificato di un medico provinciale o di un medico militare in servizio permanente effettivo, ovvero dell'ufficiale sanitario del comune di residenza, dal quale risulti l'idoneità fisica dell'aspirante al servizio continuativo ed incondizionato all'impiego, al quale si riferisce il presente bando;

3) copia integrale del foglio matricolare o caratteristico.

Nomina dei vincitori e assunzione in servizio

Art. 14.

L'amministrazione, accertato il possesso dei requisiti per l'ammissione all'impiego, provvede ad adottare il formale provvedimento di nomina dei vincitori del concorso.

Tale provvedimento viene pubblicato nel Bollettino ufficiale del personale del Ministero dell'interno.

I concorrenti dichiarati idonei, che eccedano il numero dei posti messi a concorso, non acquistano alcun diritto a coprire i posti, che si rendano successivamente vacanti.

Art. 15.

I vincitori del concorso sono nominati coadiutori in prova nel ruolo di archivio dell'Amministrazione civile dell'interno ed assegnati, quale prima destinazione, ad uno degli uffici periferici aventi sede nelle regioni, di cui all'art. 1 del presente bando.

Per le successive destinazioni, l'amministrazione si riserva la piena facoltà di trasferire, per esigenze di servizio, i vincitori sempre ed ovunque lo ritenga.

Ai vincitori medesimi spetterà il seguente trattamento economico netto mensile (parametro 120):

Stipendio	L.	66.311
Indennità integrativa speciale	»	24.387
Totale netto mensile . . .	L.	90.698

oltre alla 13ª mensilità, le eventuali quote di aggiunta di famiglia e le eventuali competenze accessorie, previste per legge (compenso per lavoro straordinario, indennità di missione per incarichi fuori dalla sede di servizio, ecc.).

Coloro che non assumono, senza giustificato motivo, servizio nella sede e nel termine loro assegnato, sono considerati decaduti dalla nomina.

Art. 16.

Il presente decreto è stato adottato, tenendo presenti, nei sensi risultanti dalle premesse, le disposizioni della legge 2 aprile 1968, n. 482.

Il funzionario dirigente la divisione 3ª del servizio degli affari generali, della Direzione generale degli affari generali e del personale, è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 27 luglio 1971

p. *Il Ministro*: Spasiano

Registrato alla Corte dei conti, addì 23 *settembre* 1971
Registro n. 24, *foglio n.* 291

(8771)

Concorso per titoli per l'ammissione di cinquanta allievi al VI corso di studi per aspiranti segretari comunali istituito, per l'anno accademico 1971-72, presso l'Università di Cagliari.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'art. 42 della legge 8 giugno 1962, n. 604;

Decreta:

Art. 1.

Per l'anno accademico 1971-72 è istituito in Cagliari, presso l'Università degli studi, uno speciale corso di studi per aspiranti alla carriera di segretario comunale, il quale consisterà in lezioni ed esercitazioni pratiche secondo il programma predisposto dal rappresentante del Governo nella regione sarda ed approvato dal Ministero dell'interno, nonchè in un periodo di tirocinio presso comuni della regione.

L'organizzazione del corso è demandata al rappresentante del Governo nella regione sarda.

Art. 2.

Il corso avrà inizio nel mese di dicembre 1971 e termine nel giugno 1972.

Ad esso possono essere ammessi i cittadini italiani che abbiano compiuto il 21° anno di età o lo compiano entro il 30 giugno 1972; che alla data del presente decreto, non abbiano superato il 30° anno e non abbiano obblighi militari da assolvere durante l'anno accademico 1971-72; siano di buona condotta morale e civile e siano in possesso del diploma di una delle seguenti lauree: in giurisprudenza; in economia e commercio; in scienze politiche; in scienze diplomatiche e consolari; in scienze coloniali; in scienze politiche e sociali; in economia e diritto; in scienze economiche e marittime.

Art. 3.

Le domande degli aspiranti per l'ammissione al corso predetto, redatte su carta da bollo da L. 500, dovranno essere inviate al rappresentante del Governo per la regione sarda in Cagliari entro il termine massimo del 10 novembre 1971.

Le domande si considerano prodotte in tempo utile anche se spedite a mezzo di raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine suddetto. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

Alla domanda devono essere uniti:

1) il certificato attestante il conseguimento della laurea, con l'indicazione del relativo punteggio;

2) il certificato rilasciato dal medico provinciale o dall'ufficiale sanitario del comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica ed esente da malattie od imperfezioni;

3) i documenti attestanti i titoli di preferenza eventualmente posseduti.

I candidati possono esibire, altresì, in aggiunta al titolo di studio richiesto per l'ammissione al corso, gli altri titoli dei quali siano eventualmente in possesso (altra laurea; diploma di abilitazione all'esercizio delle professioni per le quali sono richieste le lauree indicate all'art. 2, ecc.).

Nella domanda gli aspiranti devono dichiarare, esplicitamente, di essere esenti da obblighi militari durante l'anno accademico 1971-1972 e di essere in possesso della cittadinanza italiana, ed indicare, altresì:

la data ed il luogo di nascita;

il comune nelle cui liste elettorali sono iscritti, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste stesse;

le condanne penali eventualmente riportate.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da notaio o dal segretario del comune di residenza dell'aspirante, ovvero da altro pubblico ufficiale fra quelli specificati all'art. 20 della legge 4 gennaio 1968, n. 15.

Art. 4.

La presentazione delle domande implica la piena conoscenza e la incondizionata accettazione di tutte le condizioni indicate nel bando.

Art. 5.

Saranno ammessi al corso i primi 50 (cinquanta) classificati nella graduatoria di merito che verrà compilata da apposita commissione, tenuto conto del punteggio con il quale i titoli di studio sono stati conseguiti e della valutazione dell'amministrazione circa la attitudine del concorrente alla carriera di segretario comunale.

A parità di merito, saranno applicate le norme vigenti in materia di preferenze nell'ammissione ai pubblici impieghi.

Non saranno ammessi gli aspiranti che negli analoghi corsi svolti negli anni precedenti siano stati eliminati per scarso profitto o non abbiano superato gli esami finali.

Art. 6.

La frequenza delle lezioni, delle esercitazioni pratiche e delle conferenze, nonchè la partecipazione al tirocinio sono obbligatorie per tutta la durata del corso; le assenze non giustificate da comprovati motivi di salute, da gravi motivi di famiglia o dall'adempimento di obblighi di legge — eccetto quelli militari — comportano l'immediata esclusione dal corso.

I partecipanti al corso, i quali dimostrino, attraverso le periodiche prove e le esercitazioni scritte, di non trarre sufficiente profitto, ne saranno esclusi a giudizio insindacabile del rappresentante del Governo nella regione sarda, su proposta del consiglio dei docenti.

Art. 7.

Ai partecipanti al corso sarà conferita, per tutta la durata di esso, una borsa di studio di L. 80.000 (ottantamila) mensili, che verrà corrisposta, alla fine di ciascun mese, su attestazione del direttore dalla quale risulti che essi hanno regolarmente frequentato le lezioni o effettuato il tirocinio finale, traendone adeguato profitto.

Per i partecipanti al corso che risiedono nel comune di Cagliari, l'importo della borsa di studio è ridotto a L. 40.000 (quarantamila).

Art. 8.

Al termine del corso i partecipanti dovranno sostenere esami nelle materie che hanno formato oggetto di insegnamento durante il corso stesso.

Art. 9.

Ai partecipanti al corso, i quali avranno superato gli esami di cui al precedente articolo, verrà rilasciato un diploma, il quale costituirà titolo valutabile nei concorsi a posti di segretario comunale della qualifica iniziale.

Art. 10.

Ai partecipanti al corso che conseguiranno il diploma con una valutazione complessiva non inferiore a 9/10, verrà corrisposto un premio di profitto di L. 50.000 (cinquantamila).

Art. 11.

Le spese per il funzionamento del corso saranno imputate al fondo di cui all'art. 42 della legge 8 giugno 1962, n. 604.

Art. 12.

Il rappresentante del Governo nella regione sarda è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 16 settembre 1971

p. *Il Ministro*: SARTI

(8654)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.